

pour la Chambre et le pays! Je n'en connais pas de pire. Je ne puis imaginer de meilleur moyen de faire naître précisément ce que ces honorables députés veulent éviter. Les Américains ont toujours été reconnus comme recherchant ce qu'il y a de meilleur, et, sans contredit, c'est ce qu'ils feront en cette circonstance malgré les observations des honorables députés de Queen-et-Shelburne, de Red-Deer et de Brome. Le bill Fordney est une mesure protectrice. Son but est surtout de protéger les cultivateurs des Etats-Unis contre l'invasion des produits canadiens et étrangers. Il n'est pas seulement dirigé contre le Canada mais contre toutes les nations du monde.

La proposition de réciprocité de mon honorable ami a été discutée dans tout l'Ontario, et elle a été condamnée en 1911, sans la moindre difficulté. Il a été prouvé que le marché canadien était, sous tous rapports, préférable à celui des Etats-Unis, comme aujourd'hui. Que nos adversaires qui s'intéressent aux produits de la terre comparent les prix de Chicago avec ceux de Winnipeg, de Toronto ou de Montréal et ils verront que, dans presque chaque cas, les nôtres sont beaucoup plus élevés que ceux des Etats-Unis. On vient de me faire observer que les cochons sont cotés, à Chicago, aujourd'hui, à \$10, alors qu'à Toronto le prix est près de \$15. C'est un exemple entre vingt. L'adoption de cette résolution serait surtout désastreuse aux cultivateurs canadiens. C'est connu. Le cultivateur de l'Ouest a voulu effrayer celui de l'Ontario, mais en vain. Celui-ci dira à l'agriculteur de l'Ouest qu'il ne peut parler pour lui.

Voyez le droit sur les œufs: 4 cents la douzaine. Malgré ce droit, des centaines de tonnes d'œufs chinois ont été débarqués récemment à Vancouver. Il en est venu également en grand nombre des Etats-Unis. On sait que le beurre est grevé d'un droit de 4 cents la livre.

Mon honorable ami de Frontenac (M. Edwards) vient de nous montrer que, l'an dernier, nous avons importé 2,000,000 de livres de beurre. Je cite ces chiffres uniquement pour prouver que si nous n'avions pas eu de tarif sur ces produits de la ferme, il en arriverait en quantités beaucoup plus grandes au pays. Au moins, nos cultivateurs de l'Ontario sont protégés par le tarif, quoi qu'en disent nos honorables collègues de l'Ouest. Les agriculteurs et les pomiculteurs de l'Ontario et, je crois, nos planteurs de tabac de même que plusieurs autres, diront tous à mon honorable ami de Marquette (l'hon. M. Crerar) et à son

collègue de Red-Deer (M. Clark) que leur remède ne vaut absolument rien pour l'Ontario, et je ne doute pas que ce soit la vérité.

La réciprocité proposée par mon honorable ami de Queen-et-Shelburne et contenue dans cette résolution, ne vaut rien pour le Canada. La convention de réciprocité de notre honorable collègue a été rejetée, en 1911, par l'une des plus grandes majorités que le Canada ait jamais vues, à l'exception de 1917. La question a été discutée sous toutes ses faces. Je suis un de ceux qui désirent demeurer en bons termes avec les Etats-Unis; j'y ai beaucoup voyagé et y ai de nombreux amis, mais voici ce que j'ai à dire à mes compatriotes.

Si vous voulez conserver votre dignité et inspirer le respect aux Etats-Unis, il faut montrer que vous êtes des hommes qui peuvent se tirer d'affaire, et non pas des gens comme mon honorable ami de Brome (M. McMaster), qui soient prêts à se rendre sous le moindre prétexte. Sa politique est celle-ci: "Ne tirez pas, nous nous rendons." "Ma politique est nous tenir debout et de les combattre, au besoin, sur le tarif ou toute autre question.

La seule manière, pour nous, de lutter contre le bill Fordney, si une mesure aussi déraisonnable devient jamais loi aux Etats-Unis, est de nous ménager de notre côté les mêmes arguments. Cette politique peut être vieux jeu, mais je présume qu'elle est quelque peu britannique, et je suis surpris de voir que mon honorable ami de Red-Deer (M. Clark) qui, durant la guerre, était si belliqueux, soit prêt à tout abandonner et à laisser le champ libre aux Etats-Unis. Mon honorable ami nous dit que nous ne devons pas vendre à moins d'acheter. Je crois que c'est là sa doctrine. Eh bien, c'est une doctrine fallacieuse, ainsi que chacun peut le voir quand on considère tant soit peu la chose. Si la doctrine est vraie que nous ne pouvons pas vendre à moins d'acheter, alors je demanderai à mon honorable ami: les Etats-Unis nous vendent-ils pour près de deux fois autant que nous ne leur vendons? Pourquoi ne sont-ils pas forcés d'acheter afin de vendre? Mon honorable ami peut-il me dire cela? Je ne le crois pas.

Il n'est pas nécessaire d'acheter pour vendre, monsieur l'Orateur. Ce qu'il vous faut, ce sont les marchandises dont l'univers a besoin aux prix que l'univers est prêt à payer. Si vous pouvez faire face à cette condition, vous ferez chaque fois des affaires. Je le répète, monsieur l'Orateur.